

en son pouvoir, de concert avec l'entreprise privée, pour développer notre pays dans tous les domaines possibles, mais il faut que cela se fasse en songeant avant tout à l'intérêt public. Nous devons en tout temps nous rappeler que nos ressources naturelles, notre industrie, et notre régime d'immobilisations, doivent être mis au service du peuple, et non pas se faire servir par lui. Le peuple n'est pas là pour servir le système économique, c'est le système économique qui est là pour servir le peuple. Et en notre qualité de représentants du peuple, nous devons découvrir les moyens qui permettront à ce système de servir l'intérêt public de la manière la plus efficace et la plus équitable.

L'attitude de notre parti est exposée très clairement dans une déclaration publiée il y a un mois environ, par le Conseil national de la CCF. J'aimerais la consigner au compte rendu. Il n'y a qu'un paragraphe, mais je crois qu'il compte. Voici ce que nous déclarons:

La CCF croit que le peuple lui-même, par le truchement de gouvernements qu'il a élus démocratiquement, devrait décider en dernier ressort de la nature et de l'orientation de notre expansion économique. Cela signifie que nos gouvernements, fédéral et provinciaux doivent jouer un rôle plus actif dans la vie économique de la nation que ne le leur permet la politique surannée du laisser faire adoptée par les partis libéral, progressiste-conservateur, et créditiste.

Essayons donc d'établir un rapport entre cela et la motion dont est saisie la Chambre. Après avoir analysé soigneusement la proposition contenue dans l'amendement du chef de l'opposition, et après avoir ensuite essayé de découvrir, en lisant son discours et ceux des députés de son parti qui ont pris la parole après lui, comment ils s'y prendraient pour obtenir ce résultat, je dois admettre que je les ai trouvés très décevants.

Cela revenait plus ou moins à essayer d'attraper un chat noir dans une chambre noire, d'autant plus qu'il n'y avait pas de chat.

Une fois de plus, j'ai bien l'impression que le chef de l'opposition a accroché avec soin ses vêtements à une branche de noyer mais ne s'est pas décidé à sauter à l'eau. Il a saisi la Chambre d'une proposition demandant que nous adoptions une politique nationale d'expansion, mais il n'a pas réussi à nous dire ce que son parti ferait pour mettre en œuvre une telle politique. Il s'est contenté à ce sujet du commentaire que le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales a cité et qui se trouve à la page 1205 du *hansard*:

Nous ne voulons pas de solutions au jour le jour où les grandes entreprises de mise en valeur au Canada dépendraient de la situation internationale mais nous voulons un plan; pas du dirigisme économique mais un programme national.

Nous ne sommes pas beaucoup plus avancés, mais c'est ce qu'il a dit. Il veut un plan et un programme national mais pas de planification. Je ne crois pas qu'il ait lancé ces mots au hasard. Ces paroles ont dû être soigneusement pesées, étant donné les responsabilités d'un chef de l'opposition qui peut, un jour ou l'autre, devenir premier ministre. Je les ai lues deux ou trois fois et je les ai notées soigneusement; je me demande pourquoi il rattache les grandes entreprises d'expansion à la situation internationale. A quoi songeait-il quand il a parlé de grandes entreprises de mise en valeur au Canada qui dépendraient de la situation internationale? Pensait-il à notre situation économique après la deuxième Grande Guerre?

C'est exactement le point sur lequel mes collègues et moi insistons depuis nombre d'années. Nous avons signalé que notre économie, malheureusement, ne semble prendre de l'essor et prospérer qu'à la suite d'une guerre mondiale ou d'une menace de conflit.

Au cours de la période de dix ans allant de 1930 à 1940, lorsqu'une paix relative régnait au Canada et dans le reste du monde, nous avions en main les mêmes ressources qu'à l'heure actuelle et, bien que notre population fût moins nombreuse, elle était certes aussi intelligente, aussi compétente et aussi énergique qu'aujourd'hui. Pourtant, notre pays était dans le marasme. Des gouvernements successifs,—je distribue mes compliments à parts égales car nous avons eu un gouvernement libéral et un gouvernement conservateur au cours de cette période,— nous disaient que telle ou telle entreprise était impossible parce que nous manquions d'argent.

Les membres de la CCF ont tenté sans relâche de convaincre le gouvernement de l'époque et la population que ce n'est pas le papier qu'on met en circulation mais le travail qui crée l'argent et qu'il nous serait possible d'en créer en exploitant nos ressources. Il a fallu une guerre avec ses souffrances, ses massacres et sa destruction pour faire comprendre au gouvernement qu'il est possible de faire servir notre énergie, nos ressources et notre initiative à l'essor de notre propre pays. Nous nous heurtons encore une fois à plusieurs de ces mêmes problèmes.

Voyons quelles sont certaines des lacunes que déplore le chef de l'opposition et au sujet desquelles il veut que nous prenions des mesures. Pour plus de commodité, j'ai divisé la motion en cinq parties. J'ai pu intervertir l'ordre mais voici les cinq parties